

La guerre aggrave les blessures

LE MONDE | 18.06.1999 à 12h14

par Charles Méla, Georges Nivat et Dusan Sidjanski

« *Pris dans le tourbillon de ces années de guerre, informés unilatéralement, sans recul par rapport aux grands changements qui sont déjà accomplis ou en voie de s'accomplir, sans avoir vent de l'avenir qui prend forme, nous-mêmes ne savons plus quel sens donner aux impressions qui nous assaillent et quelle valeur accorder aux jugements que nous formons.* »

(Freud, *Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort*) NOUS faisons la guerre à la Serbie, mais jusqu'où voulons-nous aller ? Nous faisons la guerre à la Serbie, mais il a toujours fallu savoir arrêter une guerre : voulons-nous vraiment l'arrêter par écrasement complet de ce pays, comme tend à le suggérer le constant rapprochement avec l'Allemagne de Hitler ? Nous sommes sous le coup d'une information émotionnelle, compréhensible mais d'autant plus dangereuse. Les questions de la paix et de la guerre ne peuvent pas se laisser ramener à un manichéisme pour les consciences. La question de guerre juste ne date pas des « *frappes humanitaires* » d'aujourd'hui ! Machiavel citait Tite-Live : « *La guerre est juste pour ceux à qui elle est nécessaire.* » (...)

Rejetons tout d'abord les intimidations intellectuelles du genre : qui émet des réserves trahit les droits de l'homme, reste fermé à la détresse d'exilés, aux tortures, et au « génocide » (un mot qui nous semble ici employé à tort). Nous respectons nous-mêmes ceux qui nous déçoivent aujourd'hui car nous savons qu'ils parlent avec leur cœur et leur indignation nous réunit : nous sommes aussi troublés et indignés par des reportages sur des viols ou des massacres, et rêvons aussi de liberté pour tous les habitants de l'Europe, de justice, et plus encore de fraternité entre les Européens. Mais il nous faut à la fois prendre en considération des circonstances et nous alarmer que l'on bafoue un ou deux principes. Les circonstances, c'est l'erreur sur la Serbie, une nation sur laquelle est souvent commis un contresens, contresens qui amène à ne pas comprendre sa résistance actuelle. Tout ramener à l'influence d'un dictateur est singulièrement simplifier, ne pas voir le passé séculaire et plus proche, que les bombardements actuels rappellent aux Serbes ceux menés par l'Allemagne dès 1941 et ne pas voir que la mémoire d'un pays où sont inscrites tant d'atrocités ne pouvait pas ne pas réagir à nos bombardements et plus encore à ceux de l'Allemagne.

On ne vit pas de mémoire, mais on doit prendre en compte la mémoire historique. Le Kosovo est à l'épicentre de deux puissants nationalismes, et même au cœur d'un clivage ethnico-religieux : le nier ne sert à rien. Il faut le surmonter. Or aujourd'hui on approfondit ce clivage démesurément et pour très longtemps. (...)

L'autre considération est éthique : nous avons appris à respecter les libertés formelles, à rejeter les idéologies du bonheur qui imposaient leur salut aux peuples au prix d'un goulag. Il nous semble dangereux d'imposer une idéologie de la justice par les bombes, bafouant sans conteste ce qui était jusqu'à aujourd'hui le droit international admis et réduisant l'ONU à un rôle de figurant.

Aucune indignation morale ne doit passer outre au droit et, si celui-ci n'est plus adapté, il faut respecter les procédures conduisant à le modifier. L'ordre mondial, et plus encore l'ordre européen, s'il veut être humain, est à cette condition. Tôt ou tard le mépris du droit se paiera et l'avenir européen en sera compromis. Vouloir couronner cinquante ans de reconstruction pacifique de l'Europe par un conflit est un paradoxe et risque d'aliéner gravement cette autre partie d'elle-même que l'Europe avait su attirer après la fin de la guerre froide. Faut-il que le premier acte de la nouvelle Fédération soit un usage impérial de la force ?

Mais on entend l'objection : vous méconnaissiez l'enjeu du nouvel ordre international qui se prépare. Les criminels de guerre n'agiraient plus impunément, car la communauté internationale privilégiera désormais les droits de l'homme, plutôt que ceux des Etats, et ce sera le nouveau visage de l'Europe. Nous en doutons : défendre les droits au mépris du droit, la civilisation par ce qui s'apparente à des actes de barbarie contre des civils, défendre un peuple en se faisant le bourreau d'un autre, transformé en gibier à robots ? Il faut regarder la réalité en face : les Serbes ne céderont

pas avant d'être réduits en cendres et en ruines. Veut-on cela, veut-on rayer la Serbie de la carte de l'Europe ? La brutalité cynique de Milosevic ne nous dispense pas de notre propre responsabilité morale, ne nous autorise pas à lancer une guerre non déclarée et à bombarder des civils. (...)

Nouvelle objection : mais enfin, il y avait épuration ethnique et nous ne pouvions pas laisser faire. Admettons que cette loi morale qui ne peut être morale que si elle est universellement appliquée deviendra universelle un peu après, et que les autres lieux d'exactions sur cette planète seront bientôt à leur tour l'objet d'une action punitive de rédemption. Mais il nous semble que l'on n'a pas épuisé les voies de la négociation, qu'on n'a pas à Rambouillet imaginé les bonnes solutions. (...)

Les solutions ? C'est l'aide visant à reconstituer les réseaux intercommunautaires et interethniques, les garanties effectives pour toutes les communautés nationales et minoritaires dans la présence au Ko-sovo d'observateurs de l'UE et de l'OSCE grâce à la constitution d'une haute juridiction indépendante et à l'action d'un médiateur, une panoplie de mesures bannissant la propagande et les activités visant tant à la sécession qu'à l'assimilation de force, des écoles, des universités bilingues avec un puissant effort de reconstruction mené par l'UE.

L'Europe, au fond, a jusqu'ici été incapable d'un réel mouvement d'aide et de générosité à la mesure de l'inégalité profonde qui divise l'Europe. Il faut que l'aide à l'autre Europe soit une aide puissante, vraiment fraternelle, et quitte à augmenter les impositions dans les pays riches. Enfin le constat, certes facile, que les frappes ont accéléré de façon exponentielle le malheur de ceux que l'on voulait protéger, que ce nouvel exode, ces humiliations, ces déportations, ces concentrations dans des camps, ces massacres peut-être, c'est la réalité d'une guerre dont l'autre bout, ce sont les bombardements. Il faut arrêter le plus vite possible la tragique inadéquation de la guerre que nous menons aux blessures que nous voulons guérir.

Charles Méla est professeur et doyen de la faculté des lettres de Genève. **Georges Nivat** est professeur et directeur de l'Institut européen de Genève. **Dusan Sidjanski** est professeur honoraire à la faculté des sciences économiques et sociales de Genève (7 mai.)